

## **Marché Public de Fournitures**

Passé dans le cadre de la procédure adaptée  
En application de l'article R2123-1 du code de la commande publique

### **CCP**

Objet du marché :

### **Fourniture de Produits Informatiques et Prestations Associées**

Personne morale de droit public qui passe le marché :

**Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique (CCIM)**  
**50, rue Ernest Deproge**  
**97200 Fort-de-France**

Approuvé par le Président de la Chambre de commerce et d'Industrie de la Martinique

Fort de France, le 31/07/2025

Philippe JOCK

Le présent cahier des clauses particulières comprend 16 articles. Il comporte 18 pages numérotées de 1 à 18.

# Table des matières

<b>ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD CADRE, PROCEDURE, FORME ET DUREE .....</b>	<b>5</b>
1.1. OBJET DE L'ACCORD CADRE .....	5
1.2. PROCEDURE DE L'ACCORD CADRE.....	5
1.3. FORME DE L'ACCORD CADRE .....	5
1.4. DUREE DE L'ACCORD CADRE.....	5
1.5. DELAIS D'EXECUTION.....	6
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
3.1. LES MATERIELS.....	6
3.2. PROPOSITION TECHNIQUE DES LOTS.....	7
3.2.1. LOT1 .....	7
3.2.1 Portable PC Écran 14" Core i5 .....	7
3.2.2. LOT 02 .....	7
3.2.2.1 Moniteur Couleur TFT 27" Wide (16 :9).....	7
3.2.2.2 Souris optique Usb .....	8
3.2.2.3 Souris optique sans fil.....	8
3.2.2.4 Clavier Usb .....	8
3.2.2.5 Clavier / Souris sans fil.....	8
3.2.2.6 Clé Usb.....	8
3.2.2.7 Disque Dur Externe USB-C SSD de 2 To .....	8
3.2.2.8 Hub Usb 7 ports .....	8
3.2.2.9 Hub Usb-c mini .....	8
3.2.2.10 Adaptateur Hdmi/Vga Femelle.....	9
3.2.2.11 Adaptateur Usb/Rj45.....	9
3.2.2.12 Adaptateur Usb-c/Rj45.....	9
3.2.2.13 Adaptateur Usb-c/Hdmi.....	9
3.2.2.14 Câble Rj45 0,5m .....	9
3.2.2.15 Câble Rj45 1,5m .....	9
3.2.2.16 Câble Rj45 3m .....	9
3.2.2.17 Câble Rj45 5m .....	9
3.2.2.18 Câble Rj45 10m.....	9
3.2.2.19 Câble Hdmi mâle/mâle 2m .....	9
3.2.2.20 Câble Hdmi mâle/mâle 5m .....	9
3.2.2.21 Câble Hdmi mâle/mâle 10m.....	9
3.2.2.22 Câble USB-C mâle/mâle 1m .....	9
3.2.2.23 Rallonge Usb-a mâle/femelle 3m .....	9
3.2.2.24 Rallonge Usb-a mâle/femelle 5m .....	9
3.2.2.25 Rallonge Usb-a mâle/femelle 10m.....	9
3.2.2.26 Adaptateur secteur USB-C charge rapide.....	9
3.2.2.27 Micro-casque filaire.....	9
3.2.2.28 Micro-casque sans fil .....	9
3.2.2.29 Microphone avec haut-parleur pour réunion de 6 pers.....	9
3.2.2.30 Webcam 1080p .....	9
3.2.2.31 Station accueil pour Portables .....	9
3.2.2.32 Station accueil pour Disque dur.....	10
3.2.2.33 Vidéo projecteur Portable.....	10
3.2.2.34 Vidéo projecteur Portable ultra courte focale .....	10

3.2.2.35	Solution de collaboration sans fil.....	10
3.2.2.36	Support écran simple Pro avec ressort à gaz .....	10
3.2.2.37	Moniteur de 65" .....	10
3.2.2.38	Sacoche pour ordinateur portable de 14" .....	11
3.2.2.39	Sacoche à dos pour ordinateur portable de 14" .....	11
3.2.2.40	Tablette Android 11" – 128Go.....	11
3.2.3	LOT 3 .....	11
3.2.3.1	Poste de travail châssis « Tout en un » .....	11
3.2.4	LOT 4 .....	11
3.2.4.1	Microsoft 365 Business Standard.....	11
3.2.4.2	Microsoft Power BI PRO.....	11
3.2.4.3	Microsoft Teams Premium .....	11
3.2.4.4	Microsoft Teams Essentials .....	11
3.2.4.5	Microsoft Exchange Online Plan 1.....	11
3.2.4.6	Microsoft Exchange Online Plan 2.....	11
3.2.4.7	Microsoft 365 Copilot PRO.....	11
3.2.4.8	Code Two – Email signatures 365.....	11
3.2.4.9	Adobe Creative Cloud.....	11
3.2.4.10	Adobe Acrobat Standard.....	11
3.2.5	Commande de matériels hors prix du DE.....	11
3.3.	REPRISE DES MATERIELS OBSOLETES.....	12
3.4.	DEVELOPPEMENT DURABLE .....	12
3.5.	PROTECTION SOCIALE.....	12
<b>ARTICLE4. CONDITIONS D’EXECUTION DE L’ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE .....</b>		<b>13</b>
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS DE LIVRAISON ET D’INSTALLATION.....</b>		<b>13</b>
5.1.	LIVRAISON .....	13
5.2.	CONFORMITE DE LA LIVRAISON ET INSTALLATION.....	13
<b>ARTICLE 6. GARANTIE ET ENTRETIEN .....</b>		<b>13</b>
<b>ARTICLE 7. PRIX DE L’ACCORD CADRE .....</b>		<b>14</b>
7.1.	CONTENU DU PRIX.....	14
7.2.	MODALITES D’AJUSTEMENT DU PRIX .....	14
7.3.	CLAUDE DE REEXAMEN .....	14
7.4.	CLAUDE DE PREAVIS ET DE SAUVEGARDE.....	14
7.5.	OFFRES PROMOTIONNELLES .....	14
<b>ARTICLE 8. PENALITES .....</b>		<b>15</b>
8.1	RETARD DE LIVRAISON .....	15
8.2	TRAVAIL DISSIMULE.....	15
<b>ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT .....</b>		<b>15</b>
9.1	DISPOSITIONS GENERALES .....	15
9.2	AVANCES .....	16
<b>ARTICLE 10. ASSURANCES.....</b>		<b>17</b>
<b>ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES...</b>		<b>17</b>
<b>ARTICLE 12. DROITS ET OBLIGATIONS .....</b>		<b>17</b>

<b>ARTICLE 13. CESSIONS .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 14. LITIGES .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 15. RESILIATION .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 16. DEROGATIONS .....</b>	<b>18</b>

# Article 1. Objet de l'accord cadre, procédure, Forme et durée

## 1.1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre a pour objet la fourniture de matériels micro-informatiques pour les services de la CCIM.

Les prestations associées à la fourniture comprennent :

- L'approvisionnement en matériels, logiciels et équipements
- La garantie sur site de ces matériels et équipements
- La gestion durable des équipements obsolètes

Les prestations sont décomposées en 4 lots, donnant lieu chacun à un accord cadre :

- Lot 1 : Portables Pc
- Lot 2 : Écrans, vidéoprojecteurs, matériels et accessoires
- Lot 3 : Postes de travail « Tout en un »
- Lot 4 : Abonnements logiciels bureautiques et collaboratifs

Les candidats peuvent répondre à 1, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

## 1.2. Procédure de l'accord cadre

Le présent accord cadre est passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

## 1.3. Forme de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord cadre à lots et à bons de commande, mono-attributaire.

Pour chacun des lots, les montants maximums, sur la durée de l'accord cadre sont respectivement de :

- Lot n°1 : Portables Pc :  
Maximum : 24 000 € HT
- Lot n°2 : Écrans, vidéoprojecteurs, matériels et accessoires :  
Maximum : 19 000 € HT
- Lot n°3 : Postes de travail « Tout en un » :  
Maximum : 75 000 € HT
- Lot n°4 : Logiciels Bureautiques :  
Maximum : 25 000 € HT

.

## 1.4. Durée de l'accord cadre

La durée de l'accord cadre est de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être renouvelé 2 fois par période de 12 mois par reconduction tacite, sans que la durée totale ne puisse excéder 36 mois.

**Non reconduction** : La CCIM a la possibilité de mettre fin au contrat en respectant un préavis de deux mois.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision, ni prétendre à une indemnité ou dédommagement.

## 1.5. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des bons de commande partent de la date de notification de la commande.

Le délai d'exécution des prestations objet d'un bon de commande est indiqué sur le bon de commande.

Sauf mention contraire, tous les délais journaliers s'entendent en jours calendaires.

Le non-respect de ces délais entraînera l'application de pénalités de retard conformément à l'article 8.

## Article 2. Pièces constitutives de l'accord cadre

Les pièces constitutives de l'accord cadre, énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité, sont :

1. L'Acte d'engagement et le détail estimatif des prix, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CCIM fait seule foi
2. Le présent cahier des clauses particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CCIM fait seule foi
3. L'offre du titulaire dans ses parties qui précisent et complètent le présent acte d'engagement ; dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la CCIM fait seule foi
4. Le Cahier des clauses Administratives générales techniques de l'information et communication, par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les dispositions du présent accord cadre prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponses, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire.

## Article 3. Description des prestations

### 3.1. Les matériels

Les descriptions ci-dessous représentent les configurations minimales pour les matériels, objets de la présente consultation.

Les matériels proposés doivent répondre aux critères de consommation d'énergie labellisée (ENERGIE STAR v8.0 ou équivalent, EPEAT Gold ou Silver, ou TCO Certified) et avoir un indice de réparabilité > 7/10.

**En complément des renseignements demandés, le candidat doit fournir pour tous les matériels décrits toute documentation permettant d'évaluer la qualité technique de l'offre (durabilité, robustesse, responsabilité environnementale...).**

Les matériels sont fournis avec leur documentation en français.

S'agissant de la micro-informatique, compte tenu de l'évolution rapide dans la gamme des constructeurs, le titulaire s'engage à signaler par écrit et dans les meilleurs délais tout changement, quelle qu'en soit la nature, dans les matériels livrés.

En cas d'absence d'un produit du BPU, le Titulaire devra fournir un matériel aux caractéristiques équivalentes ou supérieures faisant partie de son catalogue et qui sera facturée au prix du matériel d'origine.

En aucun cas, le titulaire ne peut remplacer un matériel par un autre que celui initialement commandé sans l'autorisation écrite de la CCIM

**En complément des renseignements demandés, le candidat doit fournir pour tous les matériels décrits toute documentation permettant d'évaluer la qualité technique de l'offre (durabilité, robustesse, responsabilité environnementale...).**

**Il devra respecter les dispositions des textes réglementaire (notamment le décret n°2024-134 du 21 février 2024) relatifs à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées,**

**Ainsi, le titulaire indiquera pour chaque lot les articles intégrant des matières recyclées.**

## **3.2. Proposition technique des lots**

### **3.2.1. LOT1**

#### ***3.2.1 Portable PC Écran 14" Core i5***

- Processeur de type Core i5 14<sup>ème</sup> Génération
- Mémoire vive de 16Go
- Taille Écran : 14" Full HD
- Poids au plus égal à 2kg
- Connectivité : HDMI, Usb3.2 Gen 1/2 Type-C support display/power delivery, LAN, 3.5mm Combo Audio Jack.
- Disque dur : SSD 512Go
- Webcam HD
- Système de gestion de consommation
- Windows 11 Pro préinstallé
- Système wifi 6 – Bluetooth
- Housse de transport

### **3.2.2. LOT 02**

#### ***3.2.2.1 Moniteur Couleur TFT 27" Wide (16 :9)***

- Écran Plat à Matrice Active 27" Format 16/9<sup>ème</sup>
- Full HD, 1080p, 1920x1080, Dalle IPS
- Connecteurs HDMI
- Pivot, réglable en hauteur
- Temps de réponse : 0.4ms maxi
- Conforme aux normes standards en matière d'énergie

#### **3.2.2.2 Souris optique Usb**

#### **3.2.2.3 Souris optique sans fil**

#### **3.2.2.4 Clavier Usb**

#### **3.2.2.5 Clavier / Souris sans fil**

#### **3.2.2.6 Clé Usb**

- 16 G°
- 32 G°
- 64 G°

#### **3.2.2.7 Disque Dur Externe USB-C SSD de 2 To**

#### **3.2.2.8 Hub Usb 7 ports**

#### **3.2.2.9 Hub Usb-c mini**

- (Usb-C, Usb 3.0, HDMI)



**3.2.2.10 Adaptateur Hdmi/Vga Femelle**

**3.2.2.11 Adaptateur Usb/Rj45**

**3.2.2.12 Adaptateur Usb-c/Rj45**

**3.2.2.13 Adaptateur Usb-c/Hdmi**

**3.2.2.14 Câble Rj45 0,5m**

**3.2.2.15 Câble Rj45 1,5m**

**3.2.2.16 Câble Rj45 3m**

**3.2.2.17 Câble Rj45 5m**

**3.2.2.18 Câble Rj45 10m**

**3.2.2.19 Câble Hdmi mâle/mâle 2m**

**3.2.2.20 Câble Hdmi mâle/mâle 5m**

**3.2.2.21 Câble Hdmi mâle/mâle 10m**

**3.2.2.22 Câble USB-C mâle/mâle 1m**

**3.2.2.23 Rallonge Usb-a mâle/femelle 3m**

**3.2.2.24 Rallonge Usb-a mâle/femelle 5m**

**3.2.2.25 Rallonge Usb-a mâle/femelle 10m**

**3.2.2.26 Adaptateur secteur USB-C charge rapide**

**3.2.2.27 Micro-casque filaire**

- avec microphone antibruit, binaurale
- connexion via USB-C, USB-A ou prise jack 3,5mm, certifié Teams

**3.2.2.28 Micro-casque sans fil**

- avec microphone antibruit, binaurale, certifié Teams

**3.2.2.29 Microphone avec haut-parleur pour réunion de 6 pers.**

- avec connexion USB et Bluetooth, couverture des voix à 360° et suppression des bruits parasites

**3.2.2.30 Webcam 1080p**

- avec correction automatique de l'éclairage et cadrage automatique

**3.2.2.31 Station accueil pour Portables**

- Reliée au poste via le Port USB-C
- Dock Universel avec connecteurs courants :
  - o Power delivery avec adaptateur alimentation
  - o HDMI
  - o Ethernet, USB, etc

### **3.2.2.32 Station accueil pour Disque dur**

- Dock permettant d'accéder facilement et rapidement aux données de disques durs. Compatible avec les disques durs SATA de 2.5" et 3.5", SSD/HDD jusqu'à 4To de capacité. Offre de hautes vitesses de transferts via son interface USB-C.
- Dispose d'une fonction clone hors ligne, sans PC, permettant de sauvegarder via une copie
- Fonctions Plug & Play et Hot Swap

### **3.2.2.33 Vidéo projecteur Portable**

- Formats d'image : 16/10, 16/9
- Luminosité : 4000 et 5000 Ansi lumens minimum
- Contraste : 17000 :1 minimum
- Poids : maximum 3 kg
- Résolution Native : WUXGA (1920x1200)
- Technologie : DLP, Laser
- Connectique : HDMI

### **3.2.2.34 Vidéo projecteur Portable ultra courte focale**

- Formats d'image : 16/10, 16/9
- Luminosité : 4000 Ansi lumens minimum
- Contraste : 17000 :1 minimum
- Poids : maximum 3 kg
- Résolution Native : WUXGA (1920x1200)
- Technologie : DLP, Laser (en option)
- Connectique : HDMI

### **3.2.2.35 Solution de collaboration sans fil**

- Système de transmission sans fil pour affichage et Visio conférence de type Clickshare CX30 de Barco ou équivalent avec 2 boutons.

### **3.2.2.36 Support écran simple Pro avec ressort à gaz**

### **3.2.2.37 Moniteur de 65"**

- Possibilité de partage sans connexion filaire en simultané pour un affichage multiple (jusqu'à 4)
- Fonctions de connexions WiFi, Bluetooth, AirPlay 2 et Ethernet
- Connectiques HDMI 2.0, DP et USB
- Dalle VA anti-reflet, affichage en mode portrait ou paysage
- Haut-parleurs intégrés
- En option support compatible facilitant le déplacement

**3.2.2.38 Sacoche pour ordinateur portable de 14"**

**3.2.2.39 Sacoche à dos pour ordinateur portable de 14"**

**3.2.2.40 Tablette Android 11" – 128Go**

**3.2.3 LOT 3**

**3.2.3.1 Poste de travail châssis « Tout en un »**

- Processeur de type Core i5 14<sup>ème</sup> Génération
- 16Go de mémoire vive
- Disque dur : SSD 256 Go minimum
- Carte Ethernet 100/1000 Mbps
- Clavier usb ; Souris optique usb à molette
- Connectivité : HDMI, USB 2.0 et 3.2, LAN, Microphone/Casque
- Windows 11 Pro pré-installé
- Wifi 802.11 a/b/g/n/ac/ax
- ECRAN 24" 1920 x 1080 (Full HD) réglable en hauteur

**3.2.4 LOT 4**

**3.2.4.1 Microsoft 365 Business Standard**

**3.2.4.2 Microsoft Power BI PRO**

**3.2.4.3 Microsoft Teams Premium**

**3.2.4.4 Microsoft Teams Essentials**

**3.2.4.5 Microsoft Exchange Online Plan 1**

**3.2.4.6 Microsoft Exchange Online Plan 2**

**3.2.4.7 Microsoft 365 Copilot PRO**

**3.2.4.8 Code Two – Email signatures 365**

**3.2.4.9 Adobe Creative Cloud**

**3.2.4.10 Adobe Acrobat Standard**

**3.2.5 Commande de matériels hors prix du DE**

La CCIM se réserve la possibilité de commander hors prix unitaires (DE) auprès du titulaire, de manière ponctuelle, et pour des besoins conformes à l'objet du présent accord-cadre sans en bouleverser l'économie.

Ces demandes seront matérialisées par un devis spécifique et ne devront pas dépasser 25 % du montant global du lot concerné.

Ainsi, le candidat indique à l'acte d'engagement un taux de remise sur le tarif public de son catalogue (constructeur ou revendeur), qu'il s'engage à appliquer sur TOUTES LES FOURNITURES RENTRANT DANS LE PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE ET NE FIGURANT PAS AU BPU

Le taux de remise consenti sur le catalogue est ferme sur toute la durée du marché.

Il est convenu entre les parties que le titulaire ne jouit d'aucune exclusivité de commande concernant les besoins non couverts par les prix du DE.

### **3.3. Reprise des matériels obsolètes**

La réglementation sur le recyclage des équipements informatiques – directive 2002/96/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) – impose de respecter des règles de retraitement des déchets électroniques polluants.

Dans un souci de gestion durable de ses équipements en fin de vie, la CCIM souhaite que les appareils au rebut soient correctement démontés et traités. Pendant toute la durée du marché, le titulaire devra donc reprendre les postes et équipements informatiques mis au rebut, (postes pc, portables pc, écrans, vidéo projecteurs). Le nombre à reprendre est défini à chaque commande et ne pourra excéder le nombre d'appareils neufs livrés par le titulaire pendant la durée du marché. Les frais de cette prestation sont à la charge du titulaire.

### **3.4. Développement durable**

Le présent accord cadre comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental

Le titulaire s'engage à :

- Limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Il favorise notamment les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.
- Diminuer les déchets et des emballages en utilisant des contenants recyclables, recyclés ou réemployés.
- Veiller, au travers d'action quotidiennes, au respect de l'environnement notamment par la dématérialisation des rapports et des supports utilisés....
- Veiller que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité, d'environnement et de sécurité des personnes.

Il doit être en mesure d'en justifier, sur simple demande de la CCIM.

### **3.5. Protection sociale**

Au titre du présent accord cadre, le titulaire est tenu au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail lorsqu'elles ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Cette obligation s'impose également

à ses sous -traitants. En tout état de cause, le titulaire reste responsable du respect de cette obligation par ses sous- traitants.

## **ARTICLE4. Conditions d'exécution de l'accord cadre à bons de commande**

La CCIM peut passer, pendant la durée de validité de l'accord cadre, des commandes dont le délai d'exécution est fixé dans le bon de commande.

Toute commande est faite au moyen d'un bon de commande. Chaque bon de commande est établi et signé par le représentant de la CCIM et envoyé au titulaire.

Chaque bon de commande mentionnera notamment :

- La référence de l'accord cadre
- Le numéro du bon de commande
- La nature des fournitures
- Les quantités commandées
- Le lieu de livraison des fournitures
- Le délai de livraison des fournitures
- Le prix (HT, TTC et TVA,).

Les commandes peuvent être adressées dès la notification jusqu'à la date de fin de l'accord cadre. A l'expiration de celui-ci, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l'exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu'à son terme.

## **ARTICLE 5. Conditions de livraison et d'installation**

### **5.1. Livraison**

Les fournitures sont livrées selon les dispositions de l'article 21 du CCAG TIC et ce, dans les délais précisés dans chaque bon de commande.

### **5.2. Conformité de la livraison et installation**

Les opérations de vérification seront effectuées par la CCIM en application des dispositions des articles 29 et suivants du CCAG TIC.

Une fois les vérifications faites, en cas de livraison non conforme ou de matériel défectueux, le titulaire devra livrer le matériel conforme et en état de marche sous deux jours ouvrés.

Le matériel livré doit être accompagné de sa documentation en français et identifié par ses caractéristiques grâce au bon de livraison comportant la date de livraison, le n° du bon de commande CCIM, le n° du bon de livraison.

## **ARTICLE 6. Garantie et entretien**

La garantie et les modalités d'entretien sont précisées dans l'offre du titulaire. Le coût de la garantie est inclus dans le prix dudit accord cadre.

Pendant la période de garantie des matériels, les frais de transports, de démontage, de remontage sont à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 7. Prix de l'accord cadre**

### **7.1. Contenu du prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'accord cadre est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du détail estimatif seront appliqués aux quantités réellement exécutées

### **7.2. Modalités d'ajustement du prix**

Les prix unitaires proposés seront fixes pendant la 1<sup>ère</sup> année du marché.

Sur proposition du titulaire, ces prix pourront être ajustables après un an par référence au barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

### **7.3. Clause de réexamen**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique relatif aux clauses de réexamen, les Prix du DQE peuvent être modifiés en cours d'exécution dans les conditions suivantes :

- **Soit parce qu'ils viennent en remplacement de fournitures/services qui n'existent plus pour des raisons techniques ou technologiques ou qui ne sont plus commercialisés ;**
- **Soit pour faciliter la prise en compte d'un changement de politique commerciale des éditeurs concernant des licences informatiques**

### **7.4. Clause de préavis et de sauvegarde**

Le titulaire devra communiquer par LRAR, ses nouveaux tarifs à la CCIM, au moins un mois avant leur effet. Une clause de limite de variation est prévue, elle est limitée à 3%.

La CCIM se réserve le droit de rejeter les nouveaux tarifs dès lors qu'ils dépassent les 3 % des tarifs figurant dans l'offre initial.

Après vérification par la CCIM et sans réponse de sa part dans les 30 jours, les documents adressés par le titulaire constituent les seules pièces justificatives de toutes les factures à émettre par le titulaire jusqu'à la notification de la révision suivante

### **7.5. Offres promotionnelles**

Sur l'ensemble des prestations objet du présent marché, le Titulaire, dans le cadre d'opérations promotionnelles, propose des prix révisés à la baisse, susceptibles d'être appliqués à l'ensemble de sa clientèle.

Le Titulaire informe la CCIM de son intention de mettre en œuvre cette opération promotionnelle quinze (15) jours avant le début de celles-ci en précisant :

- La ou les prestations concernées ;
- Le ou les prix ou taux de remise promotionnels et leur période d'application (date de début et date de fin) ;
- Les pourcentages de variation par rapport aux prix de règlement précédemment pratiqués.

Le ou les prix ou taux de remise promotionnels s'appliquent aux bons de commande notifiés pendant la période promotionnelle, à la condition que cette promotion conduise, à un montant de la commande inférieur à ce qu'il aurait été par application des prix nets remisés résultant de l'application des clauses prévues dans le présent accord-cadre.

Dans ce cas, pendant la durée de l'opération promotionnelle, les conditions particulières tarifaires se substituent à celles qui étaient précédemment en vigueur.

A l'issue de la période de promotion, les prix de règlement pratiqués avant l'opération promotionnelle sont à nouveau applicables de plein droit.

## **ARTICLE 8. Pénalités**

### **8.1 Retard de Livraison**

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, lorsque le titulaire ne respecte pas le délai contractuel d'exécution d'un bon de commande, il encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 50$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = montant hors taxes de la commande

R = nombre de jours francs de retard

### **8.2 Travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités est égal à 10% du montant du marché subséquent, sans toutefois pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 dudit code.

## **ARTICLE 9. Modalités de règlement**

### **9.1 Dispositions générales**

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture en un original.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro et la date de notification du bon de commande correspondant ;
- La nature des prestations ;
- Les quantités réalisées ;
- Les montants HT et TTC des prestations ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- L'identité bancaire du titulaire.

Les retenues et pénalités dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché sont déduites du montant HT de la facture.

Au total ainsi obtenu est appliquée la TVA au taux en vigueur au mois de réalisation des prestations conformément au CCAG / TIC.

Les services concernés ainsi que l'adresse d'envoi de la facture sont précisés dans chaque bon de commande.

La CCIM se libère des sommes dues par virement bancaire au profit du titulaire dont le compte est défini dans l'acte d'engagement.

Le délai ouvert à la CCIM pour procéder au paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'ordonnateur des dépenses est Monsieur le Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Martinique.

Le comptable assignataire des dépenses, chargé des paiements est, Monsieur le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Martinique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 prévoit l'obligation de dématérialiser les factures à destination du secteur public. Les factures devront obligatoirement être déposées sur la plateforme de l'État : **CHORUS-PRO**.

Vous trouverez toutes les informations sur ce dispositif en accédant au site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Nous vous remercions, en conséquence, de noter les informations qui vous seront utiles, nous concernant :

1. Le code identifiant (numéro SIRET) sous lequel la CCIM est identifiée est le suivant : 18972002200012
2. Le code service à indiquer est : Service Général

## 9.2 Avances

Le présent accord cadre ouvre droit au paiement d'une avance et ce, conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG TIC. L'option B est retenue.



Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

## **ARTICLE 10. Assurances**

Le titulaire de l'accord cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité civile en cours de validité. Ce contrat doit le garantir contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou la CCIM à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire de l'accord cadre doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à la CCIM, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

Avant le début de l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit produire les attestations d'assurance en cours de validité, indiquant la nature, le montant, la durée et les conditions d'application des garanties précitées.

## **ARTICLE 11. Confidentialité et protection des données personnelles**

Le titulaire s'engage à conserver secrets et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de la CCI Martinique, qu'il aurait pu recueillir, obtenir ou dont il aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent accord cadre.

Le titulaire se porte garant du respect par ses agents ou les tiers travaillant pour son compte, du présent engagement de secret.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que le titulaire aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre de son intervention et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention du titulaire.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD). Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement. Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **ARTICLE 12. Droits et obligations**

Le titulaire garantit la CCIM contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce et tout autre titre de

propriétés intellectuelles ou industrielles des prestations faisant l'objet du présent accord cadre.

Si la CCIM est victime d'un trouble dans la jouissance des prestations exécutées, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

## **ARTICLE 13. Cessions**

Le présent accord cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CCIM.

## **ARTICLE 14. Litiges**

En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel dépend la CCIM dont le siège est à Fort-de-France.

## **ARTICLE 15. Résiliation**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

## **ARTICLE 16. Dérogations**

Le présent accord cadre déroge aux articles suivants du CCAG/TIC :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/TIC
8.1	Pénalités	Formule de calcul	14.1.1